



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

“ Les lumières et la morale
sont aussi nécessaires au
maintien de la République
que le fut le courage pour
la conquérir. ”

Il nous l'avait bien dit

juin 2020

« Les particuliers ne s’y laisseront pas prendre »



Dans l'édition de 1826 de son traité, on retrouve Jean-Baptiste Say aussi comme moraliste politique. Voici une leçon d'actualité :

« Ne pensez pas que les gouvernements perdent un avantage précieux en perdant le pouvoir de tromper. L'astuce ne leur sert que pendant un temps bien court, et finit par leur causer plus de préjudice qu'elle ne leur a fait de profit. Nul sentiment dans l'homme ne tient son intelligence éveillée autant que l'intérêt personnel ; il donne de l'esprit aux plus simples. De tous les actes de l'administration, ceux en conséquence dont on est le moins dupe sont ceux qui touchent à l'intérêt personnel. S'ils tendent à procurer, par la finesse,

des ressources à l'autorité, les particuliers ne s'y laisseront pas prendre ; s'ils font un tort dont les particuliers ne puissent se garantir, comme lorsqu'ils renferment un manquement de foi, quelque artistement déguisé qu'on le suppose, on s'en apercevra bientôt. Dans l'opinion qu'on se formera d'un tel gouvernement, l'idée de la ruse se joindra à celle de l'infidélité, et il perdra la confiance, avec laquelle on fait de bien plus grandes choses qu'avec un peu d'argent acquis par la fraude. Souvent même ce sont les seuls agents du gouvernement qui tirent parti de de l'injustice qu'on a commis envers les peuples. Le gouvernement perd la confiance et ce sont eux qui font le profit ; ils recueillent le fruit de la honte qu'ils ont fait rejaillir sur l'autorité »

(Traité d'économie politique édition 1826) déjà cité dans la Décade d'octobre 2015

Analyse économique

juin 2020

La Modern Money Theory, nouvelle corne d'abondance ?

On entend de plus en plus parler de cette nouvelle théorie. Bien qu'elle soit remise en cause par la plupart des économistes, ses partisans semblent voir dans la situation exceptionnelle que nous traversons l'illustration de sa pertinence. Ils rencontrent dans la classe politique un auditoire tout prêt à les écouter. En effet, cette théorie dit que l'État peut n'être soumis à aucune contrainte budgétaire et que l'endettement public ne doit pas inquiéter. Bernie Sanders et son soutien Alexandra Occasio-Cortez y voient le moyen de financer sans douleur, qui un Green New Deal, qui une expansion de la protection sociale ou encore la gratuité des études supérieures.

Pour ce faire, certaines conditions doivent être respectées. Il faut que le pays dispose de sa souveraineté monétaire, c'est-à-dire de sa propre unité de compte, qu'il impose le cours légal de sa monnaie, que celle-ci ne soit pas ancrée sur d'autres devises ou sur de l'or, que ses obligations ou engagements soient tous libellés dans sa monnaie et que les paiements qui lui sont faits le soient dans cette monnaie. Cette théorie revient à fusionner les bilans de l'État et de la banque centrale. L'État, par sa dépense publique, injecte la monnaie dont l'économie a besoin pour fonctionner. Ceci permet concrètement au gouvernement de payer ses politiques avec des réserves banque centrale qui sont injectées dans l'économie, et fait de l'impôt, non un moyen de financer son activité, mais un outil pour parvenir à certains objectifs économiques, notamment par le choix entre financement monétaire et financement budgétaire.

Les tenants de cette théorie reconnaissent l'existence de limites mais celles-ci sont à trouver uniquement dans l'appareil productif. Concrètement, le gouvernement peut stimuler l'activité jusqu'à atteindre le plein emploi, mais au-delà de l'inflation sera générée. Dans ce cas, des impôts doivent être levés pour éviter une accélération de celle-ci. Ici, la plupart des partisans de cette théorie affirment que les économies développées fonctionnent depuis plusieurs années en dessous de leur potentiel d'activité et que le taux de chômage d'équilibre a été largement surestimé. Dès lors, une proposition telle qu'un programme d'emploi garanti permettrait d'atteindre le plein-emploi sans tirer l'inflation.

Après tout, n'est-ce pas ce que les gouvernements et les banques centrales sont en train de faire, les premiers en ayant d'énormes déficits, les secondes en achetant la dette des États, et donc en finançant indirectement ce déficit. Alors ce qui est exceptionnel ne peut-il pas devenir permanent et résoudre une bonne partie des problèmes de nos économies ?

Certains points sont valides mais le problème principal est que cette théorie ne s'inscrit pas dans une vision dynamique de l'économie mais décrit essentiellement des égalités comptables statiques. Dès lors, elle n'intègre pas le fait que les agents vont anticiper le comportement des autres. Confronté à une économie en plein emploi, avec un peu d'inflation, quel gouvernement prendra la décision d'augmenter les impôts au risque de faire chuter trop fortement l'activité ?

Dès lors, cette politique aura nécessairement un biais inflationniste. Le cadre budgétaire annuel dans lequel fonctionnent les économies développées crée un délai de mise en œuvre à même de renforcer ce biais inflationniste. Sauf à être dans une économie de rationnement du crédit, la banque centrale devra à un moment remonter ses taux d'intérêt pour ralentir celle-ci, mais les intérêts payés sur ces réserves aux banques entraîneront une nouvelle création monétaire. Il semble donc difficile d'échapper à un phénomène explosif de création monétaire et donc d'inflation. D'une manière générale, les tenants de cette théorie considèrent que la faiblesse récente de l'inflation est une garantie contre toute accélération. Rappelons qu'entre 1959 et 1965, l'inflation était restée raisonnablement en moyenne à 3% dans les 5 plus grands pays. Cinq ans plus tard en 1970, elle était proche de 6% et dépassait 12% en 1975 !

Face à ces biais inflationnistes, les agents économiques demanderont probablement une compensation qui prendra la forme de taux d'intérêt à long terme plus élevés. Une autre série de limites est à trouver du côté de la contrainte externe. Si le déficit commercial d'une économie est pro- cyclique, lorsque l'activité augmentera, le déficit augmentera également, et il faudra pour importer des biens de l'extérieur convaincre cet autre pays d'acquiescer de la monnaie de ce pays et donc l'assurer de la valeur de celle-ci. À moins de pouvoir le forcer à détenir cette monnaie, ce qui a été en quelque sorte le privilège des États-Unis, il lui faudra garantir le maintien de sa valeur et une rémunération attractive.

Finalement, la critique la plus pertinente de cette théorie est de constater qu'elle a déjà été utilisée pour des résultats catastrophiques. En effet, un certain nombre de pays d'Amérique Latine l'ont essayée, comme l'a noté [Sebastian Edwards](#), un économiste spécialiste des régimes populistes. Nous avons évoqué ses travaux dans [la Décade mars 2017](#). Le bilan en a toujours été un effondrement des revenus réels, une explosion de l'inflation et une forte dévaluation.

Pour résumer, et dans le meilleur des cas -avec un gouvernement sérieux- la prise en compte des contraintes réelles et externes risque de contraindre autant l'activité que les contraintes financières d'un financement par la dette. Et très probablement, cette expérience déboucherait sur une nouvelle poussée inflationniste.

Reçu 10/10

juin 2020

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Institut Économique Molinari « Le partage de la contribution sociale et fiscale des entreprises du CAC40 ».

[Gustave de Molinari](#) (1819-1912) économiste et journaliste belge, ardent défenseur de la liberté des échanges, de la liberté d'expression et abolitionniste, proche de [Frédéric Bastiat](#) (« L'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde »), a défendu sa vie durant la nécessité d'un État minimal et d'une bonne association des facteurs de production pour pérenniser le développement économique et le partage de la prospérité. Il embrasse ainsi de nombreuses valeurs de Say et est enterré comme lui au Père-Lachaise. [L'Institut Économique Molinari](#) veille à entretenir sa mémoire et à diffuser ses idées en passant notre époque économique au crible de sa vision par la publication de nombreuses études sur les politiques publiques et en proposant des solutions favorables à la prospérité collective.

Chaque année, l'Institut chiffre [la contribution sociale et fiscale des entreprises du Cac 40](#) afin d'analyser comment se distribue la richesse créée par cet échantillon, certes un peu particulier, mais brocardé par ceux qui caricaturent régulièrement cette représentation du capitalisme français.

L'Institut montre cette année encore que la création de richesse des entreprises du Cac 40 revient essentiellement aux salariés puis aux États et enfin aux actionnaires :

Le podium des bénéficiaires du partage de la contribution sociale et fiscale des entreprises du CAC 40



L'idée régulièrement colportée que les actionnaires spolient les salariés de la richesse créée par les entreprises est évidemment fausse. La réalité est aussi que l'État prend une part croissante de celle-ci puisque son préceptif a augmenté de 31% depuis 2016 (+ 19 milliards) grâce à l'impôt sur les sociétés et aux impôts de production, belle spécialité française qui pèse pour 3,2% du PIB contre 0,4% en Allemagne. Si la part des salariés n'a progressé que de 12% sur trois ans (+29 milliards) ce n'est pas donc pas du fait des actionnaires dont la part a progressé de 7 milliards.

Voilà qui devrait remettre les idées en place, mais c'est une réalité qui est difficile à faire entendre...

Collé 0/10

juin 2020

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

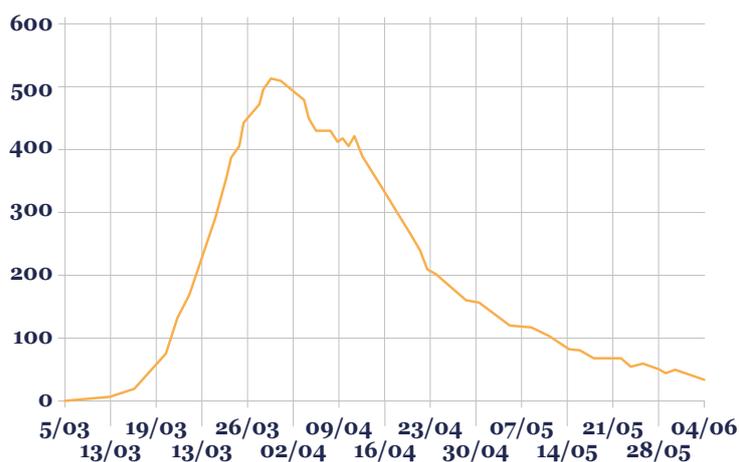
Toute la classe recalée en démographie ! (3)

Nous poursuivons notre exploration démographique entamée [au mois d'avril](#). Alors que ces deux derniers mois ont donné lieu à publication de chiffres apparemment terrifiants sur le nombre de morts et de malades associés au Covid-19, il n'est pas inutile de faire un bilan de cette pandémie qui semble passer en Europe.

Toutes les mesures prises dans tous les pays ont visé à réduire le nombre de morts liés à ce virus. Quel est finalement le bilan de la mortalité de ce phénomène contre lequel notre gouvernement est parti en guerre en sacrifiant libertés et prospérité ?

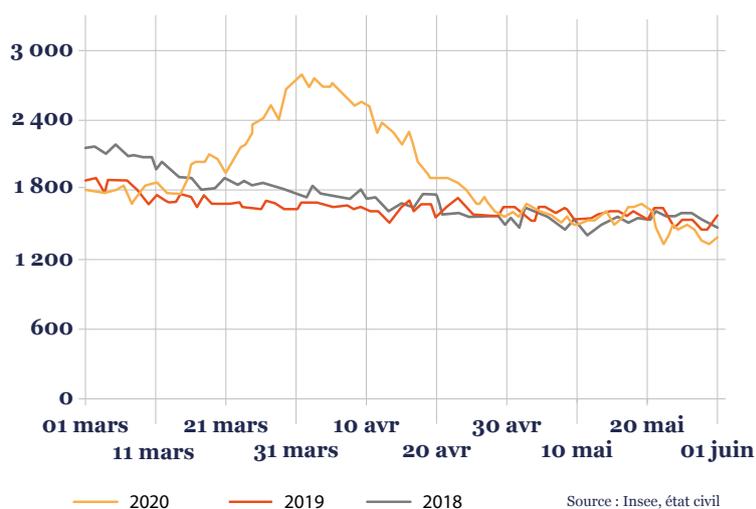
Rappel : nombre de morts en France en 2019 : 607 516, soit 56 626 par mois, soit 1 664 par jour.

**Nombre de décès quotidiens à l'hôpital
glissement sur 7 jours - Source : data.gouv.fr**



Avec une mortalité quotidienne inférieure à 30 cas, l'impact du Covid-19 sur nos chiffres globaux est maintenant devenu marginal. La surmortalité observée en mars et avril est passée et laisse même place à une sous mortalité significative en mai par rapport à 2018 et 2019.

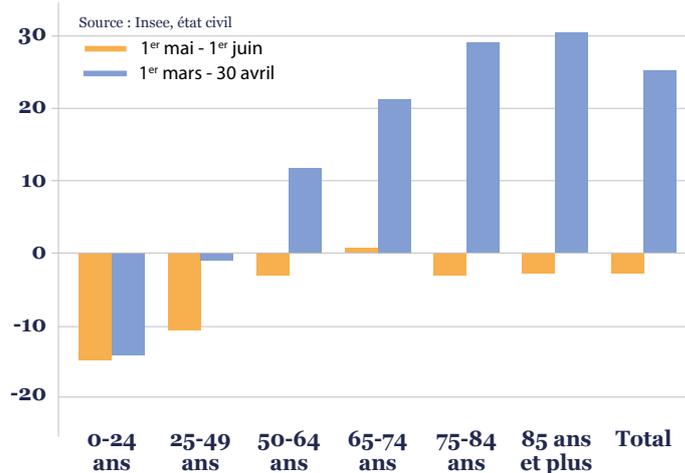
Nombre de décès
par jour jusqu'au 1^{er} juin



Note : ensemble, des décès, transmis par voie dématérialisée ou par voie papier par les mairies à l'Insee. Compte tenu des délais de transmission et de gestion, l'Insee publie les décès jusqu'au 1^{er} juin. Ces données sont provisoires.

Cette sous-mortalité se distribue dans toutes les classes d'âges et n'est donc pas attribuable à la seule baisse du trafic routier. Au regard de la surmortalité chez les classes les plus âgées et sur les personnes les plus fragiles dans celles-ci, il est probable que celle observée sur deux mois va s'écraser sur le reste de l'année. Ce qui confirmera que certains des décès sont intervenus *avec* le virus plutôt *qu'à cause* de celui-ci.

Évolution du nombre de décès cumulé selon l'âge par rapport à 2019



Lecture : le nombre total de décès entre le 1^{er} mai et le 1^{er} juin de personnes âgées de 75 à 84 ans est en baisse de 3,3 % entre 2019 et 2020. Le nombre total de décès entre le 1^{er} mars et le 30 avril de personnes âgées de 75 à 84 ans était en hausse de 29,4 % entre 2019 et 2020.

Note : ensemble des décès, transmis par voie dématérialisée ou par voie papier par les mairies à l'insee. Compte tenu des délais de transmission et de gestion, l'Insee publie les décès jusqu'au 1^{er} juin. Ces données sont provisoires.

Alors qu'étaient imputés 26 230 décès au virus le 8 mai, ce chiffre était de 29 374 au 12 juin. L'effet d'écrasement de la surmortalité sur les chiffres globaux de l'année qui finira -sans reprise de la pandémie- comme une année presque normale de mortalité va contribuer à questionner le coût économique et social des mesures qui auront été prises dans notre pays particulièrement touché à cet égard.

Parole d'entrepreneur

juin 2020

Frédéric Faivre, fondateur de GoodFazer



Frédéric Faivre a passé plus de 20 ans dans l'industrie publicitaire et digitale en France comme à l'international. En tant qu'associé, il développe plusieurs agences avant d'intégrer Grenade & Sparks pendant 18 ans durant lesquels il participe à la transformation digitale de l'agence et au développement commercial. Frédéric assure pendant 3 ans la présidence de Dialogue International Network, un réseau de 20 agences de publicité indépendantes présentes dans 25 pays. Il lance à l'agence les premières opérations de parrainage digital pour Sosh et Orange, et à cette occasion il décide de développer une plateforme SaaS (Software as a Service) dédiée au parrainage et se passionne pour le Referral Marketing.

C'est ainsi qu'il démarre début 2018 une nouvelle activité en cofondant la Start-up Goodfazer.

Goodfazer est une nouvelle génération de plateforme d'acquisition clients en marque blanche pour créer des programmes de parrainage digital. «Nous exploitons ainsi un nouveau gisement de croissance organique pour augmenter le chiffre d'affaires de nos clients à moindre coût». En 2019, Goodfazer rejoint NETCO Group. www.goodfazer.com

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

J'ai baigné dans le milieu de l'entrepreneuriat. Je suis issu d'une famille de commerçants et d'entrepreneurs. Mon père avait créé son entreprise de photogravure. Après avoir fait une école de commerce, j'ai toujours travaillé pour ou associé à des entrepreneurs. Toujours en lien direct avec le fondateur, mais rarement à l'origine du projet.

Lorsque j'ai lancé Goodfazer il y a 2 ans, j'avais 50 ans et quelques appréhensions. Une étude américaine sortie au même moment m'a vite rassuré en établissant que la moyenne d'âge des entrepreneurs de startups à forte croissance était de 45 ans, et qu'un entrepreneur de 50 ans avait 1,8 fois plus de chance de réussir son projet.

Après 25 ans de pub et de communication en agence, ce projet répondait à une envie de changement et à un besoin de construire quelque chose d'innovant.

J'aimais aussi l'idée de me lancer dans la technologie, un domaine nouveau pour moi dans lequel j'avais tout à apprendre, un peu comme l'apprentissage d'une nouvelle langue. Enfin, je voulais développer une plateforme en mode SaaS.

J'aime l'image du samouraï qui dès qu'il sort son sabre n'a plus d'autre option que d'avancer. Pour moi l'entrepreneur est un samouraï qui doit aller de l'avant en permanence, qui ne peut pas reculer, ce qui exige de l'optimisme et de la persévérance, et de toujours garder l'enthousiasme du « Day One » comme le dit Jeff Bezos.

Disposer du soutien d'un investisseur solide et en confiance est aussi un élément déterminant pour la réussite de l'entrepreneur.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Celui qui fait le saut, qui se lance dans le vide, c'est quand même l'entrepreneur. C'est l'entrepreneur qui décide un jour de partir dans une aventure entrepreneuriale. C'est celui aussi qui s'engage sur la réussite de l'investissement réalisé. Cet esprit fondateur est clé dans l'entreprise.

Après, comme disait un de mes anciens patrons à propos du succès d'une entreprise « Pas de ténors, une bonne équipe ! ». Je trouve cette image très juste. Je suis persuadé que les gens ne croient qu'en ce qu'ils créent. La co-création est essentielle dans l'implication de tous dans l'entreprise, comme le sont la co-collaboration ou le co-pilotage. Co-créer est proche de co-entreprendre de ce point de vue.

En tant qu'entrepreneur je ne peux pas être seul aux commandes. J'ai besoin d'échanger avec mes collaborateurs, avec mon investisseur. Et je reconnais en même temps que tout le monde n'a pas forcément envie de faire les choix engageants que l'entrepreneur fait.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Il existe plusieurs dimensions dans la création de valeur.

Pour moi la valeur fondamentale c'est la vie. Comme on vient de le voir à l'occasion de cette crise sanitaire incroyable. Quand la vie est menacée, le business s'arrête. On ne peut pas séparer le business des gens qui permettent de le développer.

L'humain doit donc rester au centre de l'entreprise. Partir de l'humain et retourner à l'humain. Créer de la valeur pour moi c'est donc privilégier les relations humaines, l'écoute, la cocréation et le sens de chacun dans l'entreprise. C'est aussi afficher nos valeurs humaines à l'extérieure de l'entreprise, notamment auprès de nos clients et de nos partenaires.

Au-delà de la dimension humaine, il existe pour moi 3 valeurs clés que doit produire l'entreprise, qui sont :

- La valeur économique : créer de la valeur financière, du profit, valoriser les biens, éviter de gâcher des ressources, bien gérer l'entreprise, faire plus avec moins et différemment.
 - La valeur esthétique : apporter de l'émotion, embellir la vie des gens au travers du design et de la créativité, ou dans le monde digital transformer de manière positive une expérience utilisateur.
 - La valeur éthique : développer son entreprise en évitant de détruire de la valeur dans son environnement, avoir une empreinte positive dans la société, le respect dans les relations de travail, par exemple la loyauté, la générosité, la disponibilité.
-
-

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

a/ Encourager les gens à se former.

Utiliser l'opportunité du CFP et en tant qu'entrepreneur encourager et participer aux formations régulières des salariés. Accompagner les salariés dans leur propre évolution dans le développement de leurs compétences pour rester performants dans nos entreprises transformées et sur nos marchés « disruptés » par le digital et l'IA. Répondre à la disparition accélérée des « vieux » métiers, favoriser l'évolution des salariés plus âgés et faciliter l'entrée des jeunes en les dotant des nouvelles qualifications nécessaires. Favoriser les synergies intergénérationnelles. Car il y a la formation mais aussi tout ce qui permet de réfléchir ensemble ! Les groupes d'échanges, de pratiques, de pairs... Et le mentorat au sein l'entreprise qui se développe beaucoup outre-Atlantique.

b/ Créer au sein de l'entreprise un comité stratégique dont la mission consisterait à challenger régulièrement son modèle économique en combinant des visions différentes.

Un peu comme les stress testing des banques. Permettre aux entreprises au travers d'un processus de design thinking d'évoluer et de s'adapter plutôt que de disparaître. Apprendre à pivoter comme dans les start-ups.

c/ Promouvoir l'intrapreneuriat.

Donner la chance à des collaborateurs d'exprimer leur potentiel en créant de nouveaux produits, services, offres ou entreprises. Par opposition à certaines grandes entreprises qui, par croissance externe, « collectionnent » les startups qu'ils ne savent pas gérer et qu'ils finissent par céder au premier retournement de conjoncture. Ouvrir cet espace de création au sein de l'entreprise permet de créer de la valeur et de nouvelles opportunités de business.

...et puis pour finir, je ne peux pas m'empêcher de conseiller à toutes les sociétés de faire plus de **Referral Marketing** et de tester le puissant levier du parrainage digital !

avril 2020

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.
